

B - REDEVANCES DOMANIALES

	Bail avec promesse de vente	Bail emphytéotique
Terrain sis dans le District de Bamako	1.000	500
Terrain sis dans les chefs lieux de région de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et dans les communes urbaines de Kita, Kati, Bougouni et Koutiala	500	250
Terrain situé dans les chefs lieux de région de Gao, Tombouctou, Kidal et autres localités	250	125

ARTICLE 2 : En cas d'usage mixte, le prix le plus élevé est appliqué.

ARTICLE 3 : Les prix de cession des terrains à usage d'habitation indiqués à l'Article 1 ci-dessus, appelés tarifs normaux concernent les terrains dont la superficie est inférieure ou égale à 200m².

Ce tarif est majoré de :

- 20% lorsque la superficie du terrain est supérieure à 200m² mais inférieure ou égale à 250m² ;
- 30% lorsque la superficie du terrain est supérieure à 250m² mais inférieure ou égale à 300m² ;
- 50% au-delà de 300m².

ARTICLE 4 : Les prix indiqués aux Articles 1 et 3 ci-dessus constituent des prix planchers. Il est dérogé à la hausse à cette tarification toutes les fois que la situation de la parcelle et les conditions du marché le justifient; notamment dans les cas de parcelles convoitées par plusieurs personnes ou de parcelles situées aux abords d'un boulevard, d'un cours d'eau, etc.

Dans le premier cas, la parcelle est mise en vente aux enchères publiques ; dans le deuxième cas, elle fera l'objet d'une tarification spéciale qui sera déterminée par décision du Ministre chargé des Domaines.

Lorsque les deux cas sont réunis, la procédure de vente aux enchères publiques sera retenue.

ARTICLE 5 : Les promoteurs immobiliers publics ou privés bénéficient des avantages prévus par le Décret N°274/P-RM du 23 juin 2000 déterminant les modalités d'attribution des avantages accordés aux promoteurs immobiliers.

ARTICLE 6 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires en matière de fixation des prix de cession et de location des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat, notamment celles du décret N°92-113/P-RM du 09 avril 1992.

ARTICLE 7 : Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 mars 2002

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Mandé SIDIBE

Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires foncières, de la Communication,

Mme Bouaré Fily SISSOKO

Le ministre de l'Industrie, du

Commerce et des Transports,

Ministre de l'Economie et des

Finances par intérim,

Mme Touré Alimata TRAORE

DECRET N°02-115/P-RM DU 06 MARS 2002 PORTANT FIXATION DES BAREMES GENERAUX DE BASE DES PRIX DE CESSION, DES REDEVANCES DES TERRAINS RURAUX APPARTENANT A L'ETAT ET DETERMINATION DE LA PROCEDURE D'ESTIMATION DES BAREMES SPECIFIQUES.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant Code Domanial et Foncier, modifiée et ratifiée par la Loi N°02-008 du 12 février 2002 ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-004/P-RM du 07 janvier 2002 ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Les terrains objet de concession rurale, à l'exception de ceux situés dans les limites du District de Bamako et des communes urbaines, sont classés en fonction de leur situation géographique dans les zones suivantes : (Annexe-1)

Annexe 1 / Décret N°02-115/P-RM du 6 mars 2002.

Zone n°1	Zone n°2	Zone n°3
Cercle de Kita Cercle de Kénieba	Cercle de Kayes Cercle de Bafoulabé Cercle de Nioro Cercle de Yélimané	
Cercle de Koulikoro Cercle de Kati Cercle de Kangaba Cercle de Dioïla	Cercle de Nara Cercle de Banamba Cercle de Kolokani	
Cercle de Sikasso Cercle de Koutiala Cercle de Bougouni Cercle de Yanfolila Cercle de Kadiolo Cercle de Kolondiéba Cercle de Yorosso		
Cercle de Ségou Cercle de San Cercle de Bla Cercle de Tominian	Cercle de Niono Cercle de Baraouéli Cercle de Macina	
	Cercle de Mopti Cercle de Djenné Cercle de Youwarou Cercle de Ténenkou Cercle de Bandiagara Cercle de Koro Cercle de Bankass	Cercle de Douentza
	Cercle de Niafunké Cercle de Diré	Cercle de Gao Cercle de Ansongo Cercle de Bourem Cercle de Ménaka
		Cercle de Tombouctou Cercle de Gourma-Rharous Cercle de Goundam
		Cercle de Kidal Cercle de Tessalit Cercle de Abeïbara Cercle de Tin-Essako

ARTICLE 2 : Les prix de cession et les redevances des terrains visés à l'Article 1 sont fixés comme suit par hectare (Annexe 2).

Annexe 2 / Décret N°02-115/P-RM du 6 mars 2002.

Situations géographiques	Tranche de 0 à 5 ha		Tranche de 5 à 10 ha		Tranche de 10 à 30 ha		Tranche au-delà de 30 ha	
	Rdces/an	Prix de Cession	Rdces/an	Prix de cession	Rdces/an	Prix de cession	Rdces/an	Prix de cession
Zone n°1	10.000 ^F	300.000 ^F	13.000 ^F	400.000 ^F	15.000 ^F	450.000 ^F	20.000 ^F	600.000 ^F
Zone n°2	5.000 ^F	200.000 ^F	6.500 ^F	270.000 ^F	7.500 ^F	300.000 ^F	10.000 ^F	400.000 ^F
Zone n°3	2.500 ^F	100.000 ^F	3.250 ^F	140.000 ^F	3.750 ^F	150.000 ^F	5.000 ^F	200.000 ^F

ARTICLE 3 : les terrains ruraux attribués sous forme de concession rurale, dans les limites du District de Bamako et des Communes urbaines situées dans les zones indiquées à l'annexe 1 ci-dessus, avant l'adoption de la Loi N°86-91/AN-RM du 1^{er} août 1991, font l'objet d'une tarification spéciale indiquée à l'annexe 3 ci-dessous.

Annexe 3 / Décret N°02-115/P-RM du 6 mars 2002.

Situations géographiques	Redevances domaniales par hectare				Prix de cession de l'hectare
	Tranche de 0 à 5 ha	Tranche de 5 à 10 ha	Tranche de 10 à 30 ha	Tranche au-delà de 30 ha	
District de Bamako	25 000 ^F	30 000 ^F	35 000 ^F	50 000 ^F	5 000 000 ^F
Zone N°1	15 000 ^F	20 000 ^F	25 000 ^F	35 000 ^F	3 000 000 ^F
Zone N°2	10 000 ^F	15 000 ^F	20 000 ^F	30 000 ^F	1 500 000 ^F
Zone N°3	5 000 ^F	7 500 ^F	10 000 ^F	15 000 ^F	650 000 ^F

ARTICLE 4 : Les prix de cession et les redevances des terrains situés en milieu rural et ne faisant pas l'objet de concession rurale sont fixés comme suit par hectare (Annexe 4):

Annexe 4 / Décret N°02-115/P-RM du 6 mars 2002.

Circonstance du terrain	Tranche de 0 à 5 ha		Tranche de 5 à 10 ha		Tranche de 10 à 30 ha		Tranche au-delà de 30 ha	
	Rdces/an	Prix de cession (millier f)	Rdces/an	Prix de cession (millier f)	Rdces/an	Prix de cession (millier f)	Rdces/an	Prix de cession (millier f)
Aménagé sis dans le district	35.000 ^F	9.000	40.000 ^F	10.000	45.000 ^F	12.000	50.000 ^F	15.000
Aménagé sis en zone I	25.000 ^F	6.000	30.000 ^F	7.500	35.000 ^F	9.000	40.000 ^F	10.500
Aménagé sis en zone II	15.000 ^F	5.000	20.000 ^F	6.000	25.000 ^F	7.000	30.000 ^F	8.000
Aménagé sis en zone III	10.000 ^F	2.000	15.000 ^F	2.500	20.000 ^F	3.000	25.000 ^F	4.000
Non aménagé sis dans le district	27.500 ^F	6.000	30.000 ^F	7.000	32.500 ^F	9.000	35.000 ^F	10.000
Non aménagé sis en zone I	17.500 ^F	4.000	20.000 ^F	5.500	22.500 ^F	7.000	25.000 ^F	8.500
Non aménagé sis en zone II	12.500 ^F	2.500	15.000 ^F	3.000	17.500 ^F	3.500	20.000 ^F	4.000
Non aménagé sis en zone III	7.500 ^F	1.000	10.000 ^F	1.500	12.500 ^F	2.000	15.000 ^F	2.500

ARTICLE 5 : Le présent décret abroge toutes dispositions contraires en matière de fixation des prix de cession et de location des terrains ruraux du Domaine privé immobilier de l'Etat, notamment celles du Décret N°92-114/P-RM du 09 avril 1992.

ARTICLE 6 : Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 6 mars 2002

Le Président de la République

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Mandé SIDIBE

Le ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication,

Mme Bouaré Fily SISSOKO

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et des Transports, Ministre de l'Economie et des Finances par intérim,

Mme Touré Alimata TRAORE

DECRET N°02-116/P-RM DU 08 MARS 2002 PORTANT RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET SIGNE A ABIDJAN, LE 11 JANVIER 2002 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT, RELATIF AU FINANCEMENT DU PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL DANS LA REGION DE SIKASSO.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°02-037/P-RM du 08 mars 2002 autorisant la ratification de l'accord de prêt signé à Abidjan, le 11 janvier 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au financement du Projet d'Appui au Programme de Développement Sanitaire et Social dans la Région de Sikasso ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement, modifié par le Décret N°02-004/P-RM du 07 janvier 2002 ;

Vu le Décret N°01-326/P-RM du 03 août 2001 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Est ratifié l'accord de prêt d'un montant de quinze millions d'unités de compte (15.000.000 U.C), signé à Abidjan, le 11 janvier 2002 entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds Africain de Développement, relatif au financement du Projet d'Appui au Programme de Développement Sanitaire et Social dans la Région de Sikasso – Santé IV.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 8 mars 2002

Le Président de la République,

Alpha Oumar KONARE

Le Premier ministre,

Mandé SIDIBE

Le ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, Ministre des Affaires Etrangères et des Maliens de l'Extérieur par intérim,

Ousmane SY

Le ministre de l'Economie et des Finances,

Bacari KONE

Le ministre de la Santé,

Mme Traoré Fatoumata NAFO

DECRET N°02-117/ P-RM DU 08 MARS 2002 PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°00-620/P-RM DU 14 DECEMBRE 2000 FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE LA DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°02-007 du 12 février 2002 portant loi électorale ;

Vu le Décret N°00-620/P-RM du 14 décembre 2000 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Délégation Générale aux Elections ;

Vu le Décret N°00-055/P-RM du 15 février 2000 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret N°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :